

## **CLEMENCEAU , « LE SINISTRE DE L'INTÉRIEUR »**

Le 8 mai 1891, intervenant dans le débat sur les massacres d'ouvriers à Fourmies, Clemenceau déclare : « Il y a une proportion monstrueuse entre l'attaque et la répression, il y a quelque part sur le pavé de Fourmies une tache de sang innocent qu'il faut laver à tout prix. Prenez garde, les morts sont de grands convertisseurs. Le fait capital de la politique actuelle, c'est l'inévitable révolution qui se prépare ; c'est l'organisation du 4<sup>e</sup> Etat. Il faut en prendre votre parti. Ce 4<sup>e</sup> Etat ou bien vous devez le recevoir par la violence ou bien l'accueillir à bras ouverts. Le moment est venu de choisir. » Pour sa part, le leader radical a fait ce choix.

### **« UN RÉPUBLICAIN DE COMBAT » ?**

Républicain sous le Second Empire, Clemenceau se refuse à suivre la Commune de 1871 : comme maire de Montmartre, contre les institutions communardes, il défend l'autorité régulièrement élue et condamne l'occupation de l'hôtel de ville par la Commune. Sous la République bourgeoise, il est un des plus beaux fleurons du parlementarisme : un orateur brillant, donc dangereux. Comme chef de l'extrême-gauche parlementaire, il devient un « tombeur de ministère » redouté. En 1886, il « lance » le général Boulanger et l'impose comme ministre de la guerre ; mais lorsque le militaire devient « le grand dégoût collecteur » canalisant le mécontentement contre la République des opportunistes, il s'en éloigne et contribue, en 1889, à son échec. En 1894, compromis dans le scandale parlementaire et financier de Panama, il doit s'effacer devant les assauts de la droite <sup>(1)</sup>.

C'est à l'engagement de son journal *l'Aurore*, où paraît le célèbre « J'accuse » de Zola, dans la défense du capitaine Dreyfus, que Clemenceau doit son retour sur la scène politique. Avec le Bloc des Gauches (1900 – 1905), où flirtent radicaux et socialistes, avec le ministère de lutte laïque de Combes, il est dans les allées du pouvoir. En mars 1906, il devient ministre de l'Intérieur dans le cabinet Sarrien. Il va alors donner toute sa mesure et illustrer ce qu'il disait en 1893 dans le Var : « Je suis un Républicain de combat, au premier rang pour recevoir les coups comme pour en donner. »

### **« J'AI LA PRÉTENTION D'ÊTRE SOCIALISTE » (1906)**

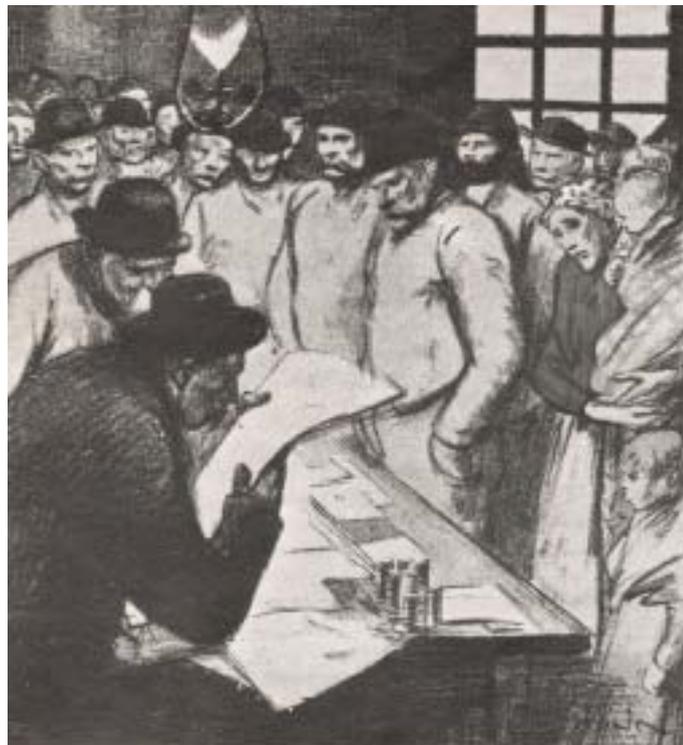
Qu'est donc le « socialisme » de Clemenceau ? En 1903, au Sénat, il en donne sa définition : « ... Sa cause est grande, ses revendications sont nobles et aucun homme ne peut s'en désintéresser... Je distinguerai la critique socialiste de la construction socialiste. La critique socialiste est nécessaire dans la société : elle dénonce les iniquités intolérables que tous les républicains doivent repousser. Pour ce qui est de la construction d'avenir... je ne puis la considérer, jusqu'à nouvel ordre, que comme une prophétie intéressante qui peut suggérer des réflexions utiles, qui peut nous mettre sur la voie de réformes heureuses. » De la même veine, ce qu'il répond à Jaurès, en 1907, lors de la grève des électriciens, grève qu'il vient de briser : « Au nom de quel droit ai-je agi comme je l'ai fait ? Mais au nom du droit qu'a la société de vivre, au nom du devoir qu'a le gouvernement d'assurer cette vie. Ce que vous préconisez, c'est l'oppression du corps social par une minorité... Nous ne voulons point que les ouvriers soient des tyrans. » Quel est le programme « socialiste » du leader radical ? « Dans le domaine économique et social, rechercher le principe par où se résume tout le programme républicain, la justice » (1893). C'est donc un « socialisme » particulièrement étriqué que prône Clemenceau : réduire les privilèges de classe, gommer les inégalités les plus flagrantes,

---

<sup>1</sup> Voir le roman de Maurice Barrès : « Leurs figures ».

mais dans le respect de la loi (votée par le Parlement bourgeois). Un réformisme des plus plats, tel que l'ont illustré d'autres « socialistes » de l'époque : Millerand, Viviani, Briand. Pas question de bouleverser les rapports économiques et sociaux : que chacun reste à sa place, les nantis seront compréhensifs pour les exploités.

Clemenceau arrivant au pouvoir, le Bloc des Gauches n'existe plus : les socialistes, regroupés depuis 1905 dans la SFIO, refusent de collaborer avec un gouvernement bourgeois. Clemenceau doit donc rechercher des appuis à droite et lutter contre la gauche parlementaire. Il doit aussi durcir, s'il en était besoin, ses positions face au monde ouvrier. Depuis 1902, le mouvement ouvrier organisé se structure définitivement dans la CGT. Là domine la conception du syndicalisme révolutionnaire, condensée dans la célèbre « charte d'Amiens » de 1906 : « La CGT groupe, en-dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat... (L'œuvre revendicatrice quotidienne) n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de la réorganisation sociale ». Fortement marquée par l'anarchisme, cette méfiance envers les partis politiques, même socialistes, cette croyance envers la force autonome du prolétariat, est en complet désaccord avec les positions de Clemenceau : grèves, boycott, sabotages, ces diverses formes de l'« action directe » ne sont pas pour lui plaire.



Cliché B.N. Est  
Caisse de grève :  
— Et le citoyen Ministre, il n'envoie rien ?  
— Si, 3 000 hommes de troupe.

## « CONTRE L'ENVOI PRÉVENTIF DE SOLDATS DANS LES GRÈVES »

Quatre jours avant son arrivée au ministère (13 mars 1906), plus de mille mineurs sont tués ou blessés dans un accident de mine à Courrières, dans le Nord. Les mineurs accusent la compagnie d'imprévoyance et de négligence. La colère est telle que tout le bassin houiller, sous l'impulsion du « jeune syndicat » anarchiste de Broutchoux (en opposition au « vieux syndicat » tenu par les députés socialistes, tel Basly), se met en grève pour obtenir des garanties de salaires et de sécurité. Chose jamais vue, Clemenceau, ministre de l'Intérieur, se rend à Lens et intervient dans les meetings des grévistes où il déclare : « ... La grève constitue pour vous un droit absolu qui ne saurait vous être contesté. Mais j'ajoute que, dans une République, la loi doit être respectée par tous. Donc soyez calmes ! Vous n'avez pas vu de soldats dans la rue, vous n'en verrez pas si vous respectez les droits de chacun, si vous respectez les personnes et les propriétés. Je suis et je reste contre l'emploi préventif des soldats dans les grèves. » Néanmoins, la grève s'amplifie et devient de plus en plus violente : la compagnie fait la sourde oreille et mobilise des « jaunes » (ouvriers appartenant à des syndicats à la solde des patrons) pour continuer le travail. A Lens, les mineurs envahissent la maison du directeur de la compagnie, molestent les « jaunes », et les gendarmes, venus rétablir la loi de la République, selon Clemenceau, sont accueillis par des barricades et des grêles de pierres. A Denain, le député socialiste Selle, venu prêcher la modération, est blessé et le sous-préfet roué de coups. Alors, l'ancien « rouge » envoie, malgré ses promesses, la troupe pour faire respecter la « liberté du travail » et des « personnes » et celle de la propriété. Il renouvelle ainsi le coup de la Ricamarie et de Fourmies, qu'il avait été le premier à dénoncer en leur temps. En avril, il y aura 20 000 soldats pour 40 000 grévistes dans le bassin houiller. De ce fait, le mouvement ne peut continuer et tout rentre dans « l'ordre des choses ».

Défenseur de la propriété, Clemenceau est aussi chatouilleux sur la défense de l'autorité de l'Etat. En 1884, lors de la loi Waldeck-Rousseau légalisant les syndicats ouvriers, les fonctionnaires n'ont pas obtenu le droit syndical, ni a fortiori le droit de grève. Or, le 11 avril, les sous-agents des Postes, à l'appel de leur syndicat « toléré », se mettent en grève à Paris. Le mouvement ne parvenant pas à toucher la province, Clemenceau a beau jeu pour réagir. Comme toujours, il ne prend pas de gants : il fait remplacer les « absents » et révoque 300 grévistes. Néanmoins, le problème du syndicalisme des fonctionnaires reste posé.

Dans cette période de luttes, l'initiative de la CGT de manifester le 1<sup>er</sup> mai 1906, pour la journée de 8 heures, ne peut qu'alarmer la bourgeoisie et son gouvernement. La grève générale est envisagée pour arracher cette revendication, mais une grève générale revendicative peut devenir une grève générale révolutionnaire, car, comme l'écrit Griffuelhes (secrétaire général de la CGT), « la grève maniée par une classe ouvrière rendue forte par ses luttes, grâce à des syndicats puissants et agissants, peut davantage que tout le contenu des bibliothèques ; elle éduque, elle aguerrit, elle entraîne et elle crée. » C'est la panique, les ménagères font des stocks. Fin avril, recevant une délégation de la CGT, Clemenceau lui déclare : « Vous êtes derrière une barricade, moi je suis devant. Votre moyen d'action, c'est le désordre. Mon devoir, c'est de FAIRE de l'ordre. Mon rôle est de contrarier vos efforts. Le mieux, pour chacun de nous, est d'en prendre son parti. » Passant des menaces aux actes, il fait arrêter Griffuelhes et Monatte, Paris est investi par 45 000 soldats : une ville en état de siège où les manifestations qui ont lieu sont vite étouffées. Seuls les typographes obtiendront la journée de 9 heures ; mais les maçons, après 42 jours de grève, sont tenus en échec.

Le 21 octobre 1906, Clemenceau devient président du Conseil, mais conserve le ministère de l'Intérieur. Il essaie de désarmer l'opposition ouvrière en confiant le ministère du Travail

et de l'Hygiène au « socialiste » Viviani. Pour calmer les inquiétudes de la bourgeoisie face à ce « socialisme d'Etat », Viviani, résumant la philosophie du ministre Clemenceau, précise : « Le ministère n'est pas fondé pour préparer la révolution sociale ; il n'est même pas fondé pour résoudre la question sociale ; il est d'abord un ministère d'enquêtes et d'études ; il est aussi le préparateur des réformes sociales... » Optique socialiste singulière que celle-là.

### **« LE BRISEUR DE GRÈVES »**

Si 1906 permet à Clemenceau de « se faire la main », 1907 va permettre au « premier flic de France » de manifester largement ses dons. En mars, les électriciens de Paris, en grève, sont « supplésés » par les soldats du Génie ; en mars toujours, les dockers de Nantes se heurtent aux soldats venus assurer la « liberté du travail » ; un mort, de nombreux blessés. En juillet, ce sont les ouvriers du textile de Raon-L'Etape, dans les Vosges, qui affrontent la troupe : trente blessés chez les grévistes. Non content de « contenir » les mouvements ouvriers, Clemenceau est devenu le « Briseur de grève » et, à l'occasion, « le Tueur ».

Mais ce qui marque l'année 1907, c'est la lutte du gouvernement contre les fonctionnaires et les viticulteurs.

Rien n'est plus significatif que la lutte des instituteurs pour le droit syndical. D'abord encouragés par le gouvernement (la III<sup>e</sup> République doit lutter contre la réaction royaliste et cléricale dans les années 1880), les regroupements d'instituteurs deviennent la cible du gouvernement en 1887 (date de fondation du syndicat des instituteurs de la Seine). Le ministre Spuller déclare : « ... Les instituteurs publics sont des fonctionnaires... Ils ont des droits et des devoirs qui n'appartiennent pas à d'autres citoyens. Ils ne sont pas autonomes, ni individuellement ni collectivement. L'autonomie des fonctionnaires a un autre nom, elle s'appelle l'anarchie, et l'autonomie des sociétés de fonctionnaires, ce serait l'anarchie organisée. » C'est un coup d'arrêt, et une grande partie des instituteurs rejoint les rangs des amicales où le respect de la hiérarchie et de ses privilèges, de l'administration et de ses désirs, de la patrie et de son gouvernement sont de rigueur.

En 1903 est fondée, à Paris, « l'Emancipation », embryon du syndicalisme enseignant, à partir de laquelle, en 1905, est créée la Fédération des syndicats d'instituteurs : « ... Nous sommes l'Ecole Rouge ; loin de nous en cacher, nous en sommes fiers et nous nous en glorifions. Nous sommes aussi l'Ecole pacifiste, l'Ecole socialiste, l'Ecole syndicaliste. Nous sommes des prolétaires... nous entendons nous rapprocher des autres prolétaires. » Après des démêlés avec la justice (le syndicat enseignant est encore illégal) en 1906, la Fédération obtient sa « légalité » provisoire.

Mais, dès 1907, elle demande son rattachement à la CGT, « considérant que la CGT est l'expression vivante et agissante de la solidarité prolétarienne... » C'est l'occasion pour les fonctionnaires d'adresser une lettre ouverte à Clemenceau : « Pour nous, l'Etat est un patron comme les autres. Il nous paye un salaire, nous lui vendons notre travail, mais nous voulons garder notre liberté, notre indépendance, rester maîtres de notre force de travail... Défenseur du Capital et des privilèges, vous nous interdisez l'accès des Bourses du Travail, parce que les travailleurs y discutent les conditions de l'organisation sociale... Nous revendiquons le droit d'exercer les prérogatives syndicales au même titre que les travailleurs de l'industrie privée... » Tollé général au gouvernement, réaction immédiate de Clemenceau : « On n'est pas obligé d'être fonctionnaire », et encore « la CGT tient un langage auquel un éducateur ne peut apporter son adhésion... La provocation, la haine des citoyens, l'appel à la désertion et à

la trahison sont une doctrine que vous devez à vous-mêmes, à votre mission, à l'Ecole laïque, à l'idéal républicain, comme à votre pays, de combattre avec une suprême énergie... » Nègre, secrétaire de la Fédération des instituteurs, cinq postiers, signataires de la lettre, sont révoqués.

## **LES VITICULTEURS S'AGITENT**

En juin 1907, une vive agitation se manifeste dans le Midi languedocien. Les viticulteurs, ruinés par la mévente du vin, qu'ils attribuent à la fraude (mouillage et sucrage), se réunissent en meetings monstres, à l'appel d'un des leurs, Marcelin Albert. Une grève des impôts et des municipalités est décidée. On s'en prend aux bâtiments officiels, sièges des représentants du pouvoir, accusé de trop de complaisance envers les fraudeurs : la préfecture de Perpignan, la sous-préfecture de Narbonne sont incendiées. Envoyés contre les viticulteurs, les soldats du 101<sup>e</sup> et du célèbre 17<sup>e</sup> Régiments d'infanterie, pour la plupart recrues de la région, se mutinent et pillent la poudrière d'Arles. On craint une sécession du Midi. Aussi Clemenceau essaie-t-il de décapiter le mouvement ; ayant fait venir Marcelin Albert à Paris, il lui donne 100 francs pour le voyage du retour, ce qu'il fait savoir à la presse : du coup, Albert est discrédité. De nombreuses arrestations, des corruptions de maires en grève administrative, des fusillades et des sabrages de foules (le 9<sup>e</sup> Cuirassier chargé à Narbonne) arrivent à mater la révolte paysanne, calmée d'autre part par des mesures législatives.

## **VILLENEUVE-SAINT-GEORGES – CLEMENCEAU**

L'année 1908 va constituer le sommet de la carrière répressive de Clemenceau. Là, il y gagne les surnoms flatteurs de « Césarion », « Dictateur », « Bête rouge », « le Monstre », le « Sinistre de l'Intérieur ».

En 1906, les compagnies concurrentes qui exploitent le sable des berges de la Seine, en amont de Paris, fondent la Société des Sablières de la Seine, chargée de mettre fin à la concurrence et d'unifier les salaires qui tombent alors à 44 centimes l'heure. En novembre 1907, les ouvriers, en grève pour obtenir du patronat un accord écrit, valable sur tous les chantiers et pour tous les patrons, accord portant sur une augmentation de 6 centimes, n'arrivent pas à leurs fins et ressentent la nécessité de se regrouper dans un syndicat. Ce qui est fait en janvier 1908.

Le 2 mai, la grève éclate à Draveil et s'étend. Les ouvriers réclament 70 centimes l'heure, la journée de 10 heures et le respect du repos hebdomadaire. Le 18 mai, les patrons forment un syndicat qui veut bien discuter et négocier avec les ouvriers de la Société, mais non avec le syndicat ouvrier dirigé par des « meneurs étrangers ». C'est l'épreuve de force pour se faire reconnaître de l'adversaire. Le 21 mai, des « renards » (ouvriers acceptant de travailler pendant une grève) sont pris à partie par des grévistes. Il en est de même le 23 et le 25, où les grévistes sont repoussés par la troupe, venue garantir « la liberté du travail ».

Le 28 mai, des grévistes emmènent, dans leur permanence de Vigneux, située dans l'arrière-salle du café Ranque, des « renards ». Les gendarmes, venus délivrer les « prisonniers », pénètrent dans le café sans mandat. Pris dans une bousculade, ils perdent la tête et s'enfuient en déchargeant leurs fusils : 2 morts et 10 blessés. Qui est responsable de la fusillade ? « Gouvernement d'assassins », titre l'affiche de la CGT du 3 juin. « Clemenceau porte toute la responsabilité. Si les pandores ont assassiné, c'est sous l'influence des ordres venus d'en-haut, parce qu'ils savaient que tout leur est permis contre les grévistes », déclare *la Voix du Peuple* (organe de la CGT) le 7 juin, rejoignant ainsi l'opinion du député radical Dalimier qui

a mené une enquête. Clemenceau ne dément pas, mais prépare ses batteries contre la CGT : il monte une provocation policière.

Les 4, 5 et 7 juin, lors des obsèques des victimes, des manifestations violentes se produisent à Villeneuve-le-Roi et Villeneuve-Saint-Georges. Les gendarmes, chargés de protéger le matériel des Sablières, sont molestés, le sous-préfet bousculé. Le 6 juin, la Fédération du Bâtiment décide de répondre à toutes nouvelles attaques du gouvernement par la grève générale. Le 27 juillet, après 3 mois de grève, la provocation éclate : sortant d'un meeting à Vigneux, et voulant détruire le matériel de la compagnie Lavollay, les manifestants sont arrêtés par les gendarmes. Ricordeau, âme de la grève, un partisan du jusqu'au boutisme, et Métivier, secrétaire du syndicat des biscuitiers, sont parmi les cinq détenus. Métivier travaille pour Clemenceau, son arrestation, voulue, déclenche le processus de grève générale prévu le 6 juin : ce sera 24 heures de grève et un « exode » vers Draveil.

Le 30 juillet, près de 4000 ouvriers sont présents. Après un meeting à Vigneux, ils décident de se rendre à Villeneuve-Saint-Georges. La troupe qui, depuis le matin, se montre ostensiblement, intervient et cherche à tronçonner les colonnes. Le long de la voie de chemin de fer, les manifestants assaillent à coups de pierres les soldats qui chargent sabre au clair. Arrivés dans Villeneuve, les manifestants se trouvent bloqués de toutes parts par les dragons du général Virvaire, pas une issue pour que la foule puisse se disperser. Aussi, pour se protéger, les ouvriers dressent des barricades. Une première fusillade déloge les manifestants qui se replient vers la gare. Là, la dernière barricade sera enlevée après une attaque brutale et inutile : on relèvera ce jour-là, à Villeneuve-Saint-Georges, 4 morts, de nombreux blessés graves chez les ouvriers, et 69 soldats blessés.

« Je suis l'adversaire, je dirai même l'ennemi de la CGT en tant qu'organisation propageant les doctrines de l'anarchie et de l'antipatriotisme », disait Clemenceau en 1907. Aussi, maintenant que l'irréparable a eu lieu, il veut démanteler la Confédération. Le 1<sup>er</sup> août, les principaux dirigeants sont arrêtés ou en fuite. Un ordre de grève générale, lancé pour le 3 août, est un fiasco. Le 6, l'Union des syndicats de la Seine est expulsée de la Bourse du Travail de Paris.

Du 5 au 10 octobre, le congrès CGT de Marseille, malgré l'absence de ses principaux animateurs (pour la plupart en prison), contrairement aux espoirs de Clemenceau, refuse les modifications de statuts (introduction du scrutin proportionnel) qui auraient donné la majorité aux modérés, surtout socialistes guesdistes et jaoussistes, et auraient « assagi » la CGT. Toute l'offensive de Clemenceau avait échoué. Le 31 octobre, Griffuelhes est libéré par non-lieu.

Nous arrêterons là l'évocation du passage du leader radical au pouvoir. Disons tout de même qu'en 1909 il obtiendra de la Chambre qu'elle refuse le droit de grève aux fonctionnaires. Le « Tigre », comme on dira en 1918, a eu sa ration de sang ; son gouvernement, où siégeaient des « socialistes », aura mis à nu le rôle d'un gouvernement dans la République bourgeoise : faire valoir les intérêts de la classe capitaliste, par le respect de « la liberté du travail » et de la propriété. Homme d'une seule idée à la fois : en 1908 abattre la CGT, en 1917 abattre les « défaitistes », Clemenceau tombera le 20 juillet 1909 à propos de politique extérieure. Malgré tous ces morts, il ne s'est jamais trouvé à la Chambre, composée surtout « d'hommes de gauche », une majorité pour abattre « Clemenceau le Tueur ».

Dans une semi-retraite, il aura alors le temps de méditer ce qu'il disait en 1893 dans le Var : « J'ai, suivant mes moyens, servi publiquement la cause du peuple... » Le prolétariat, en

1908, lui en avait rendu grâce en lui jetant à la face la flétrissure suprême : « Villeneuve-Saint-Georges – Clemenceau ».

*J. SANDRIN (In Le Peuple Français – N°3 – Juillet-Septembre 1971)*